

Quatre raisons pour lesquelles le nettoyage ethnique de la Cisjordanie par Israël est accepté par le monde entier

Description

Par Qassam Muaddi, 21 mars 2025



Légende photo : Des femmes et des enfants palestiniens fuient vers des zones plus sûres après que l'armée israélienne a forcé des familles à quitter leurs maisons dans le camp de réfugiés de Jénine, le 31 août 2024. (Photo : Mohammed Nasser/APA Images)

Si la communauté internationale accepte la campagne de nettoyage ethnique menée par Israël en Cisjordanie, c'est parce qu'elle a déjà permis le génocide à Gaza et le déplacement forcé des Palestiniens depuis 1948.

Mais l'espoir demeure : celui d'un nouveau monde en train de naître.

En début de semaine, alors que les avions de guerre israéliens reprenaient leur campagne de bombardements incessants à Gaza, Israël a également étendu son offensive en Cisjordanie, atteignant cette fois le camp de réfugiés d'al-Ain, à l'ouest de Naplouse. Les forces israéliennes sont entrées subrepticement dans le camp aux premières heures de mercredi matin. Une d'entre elles a ouvert le feu sur un véhicule, tué son conducteur, Odai Qatouni, et confisqué son corps.

Les forces israéliennes ont ensuite pris possession de plusieurs maisons et les ont utilisées comme positions militaires pendant 14 heures, obligeant une dizaine de familles palestiniennes à quitter leurs demeures. Ameer Said, 32 ans, habitant du camp d'al-Ain, a déclaré au journal palestinien *al-Ayyam* que des soldats israéliens étaient entrés dans l'immeuble de trois étages où il vit et avaient forcé ses vingt habitants à partir. Les soldats israéliens ne lui ont pas laissé le temps, ni lui, ni sa famille, ni ses voisins, de rassembler leurs affaires.

Le directeur du Croissant-Rouge palestinien à Naplouse, Ameer Ahmad, a déclaré que ses équipes avaient évacué plusieurs Palestiniens malades, dont plusieurs patients sous dialyse et un nouveau-né, qui étaient réfugiés dans la mosquée du camp pendant le raid. Les forces israéliennes se sont finalement retirées d'al-Ain après avoir arrêté 30 Palestiniens et distribué des tracts menaçant les résidents du même sort que les camps de réfugiés de Jénine et de Tulkarem s'ils autorisaient les militants palestiniens à opérer dans le camp. Selon des témoignages locaux rapportés par les médias palestiniens, les familles déplacées ont pu retourner chez elles après le retrait de l'armée israélienne. Contrairement à Jénine et Tulkarem, il n'y a pas de groupe de résistance palestinien connu dans le camp de réfugiés

dâ??al-Ain, comme la Brigade de Jâ?nine ou la Brigade de Tulkarem.

Pendant ce temps, Jâ?nine, lâ??armâ?e isra?lienne a publi? une carte indiquant une centaine de maisons destin?es ? ?tre d?molies dans le camp de r?fugi?s. Les Palestiniens d?plac?s ont commenc? ? demander ? lâ??armâ?e isra?lienne, par lâ??interm?diaire du Comit? des services populaires du camp de Jâ?nine, lâ??autorisation de retourner une derni?re fois dans leurs maisons pour r?cup?rer ce qu'ils peuvent de leurs biens. Environ 95 % des r?sidents ont ?t? forc?s de quitter le camp, et quelque 18 000 Palestiniens du camp sont h?berg?s dans plusieurs abris et appartements de la ville de Jâ?nine, selon le gouvernorat de Jâ?nine.

Il y a trois mois ? peine, alors qu'Isra?l n?gociait les derniers d?tails de lâ??accord de cessez-le-feu ? Gaza, personne n'?imaginait que 40 000 Palestiniens seraient bient?t expuls?s de leurs maisons, sans retour possible.

Plus inattendue encore a ?t? lâ??extension constante de la campagne isra?lienne ? de nouvelles parties de la Cisjordanie, mena?ant d?engloutir lâ??ensemble du territoire.

Mais la chose la moins attendue de toutes, c'?est que tout cela ne suscite aucune r?action ou presque, ? lâ???chelle locale, r?gionale ou internationale.

Lorsque le pr?sident ?tatsunien Donald Trump a d?clar? que les ?tats-Unis pr?voyaient de ? prendre le contr?le ? de Gaza, d?expulser sa population et de construire une ? Riviera ? au Moyen-Orient sur leurs maisons ravag?es, le toll? a ?t? unanime. Les ?tats arabes vers lesquels Trump a sugg?r? d?expulser les habitants de Gaza se sont oppos?s sans ?quivoque ? ce projet. Les ?tats europ?ens, dont lâ??Allemagne, qui, tout au long des quinze mois de g?nocide, ont syst?matiquement soutenu les actions d'Isra?l, ont rejet? cat?goriquement la proposition de Donald Trump.

Pourtant, lorsqu'Isra?l a commenc? ? faire exactement la m?me chose en Cisjordanie, la r?action a ?t?, et continue d'?tre, celle d'une terrifiante retenue. Le r?sultat est que la violence isra?lienne contre les Palestiniens en Cisjordanie s'?est normalis?e au point d'?tre d?sormais accept?e comme banale.

Mais la normalisation d'une op?ration de nettoyage ethnique tir?e d'un manuel du XVIII?me si?cle est parfaitement explicable, et ce pour les raisons suivantes :

I. Le monde continue d'accepter la Nakba qui n'en finit pas

Le monde a d?j? normalis? lâ???tat de d?placement permanent que conna?t le peuple palestinien depuis 1948 ? permanent parce que les Palestiniens qui ont ?t? expuls?s de chez eux il y a soixante-seize ans continuent d'?tre interdits de retour sans autre raison que le fait qu'ils ne correspondent pas aux crit?res ethniques supr?matistes d'Isra?l. Pourtant, le monde a appris ? vivre avec ce fait et lâ??a admis comme une exception ? lâ??ordre mondial de lâ??apr?s-Deuxi?me Guerre mondiale, ostensiblement fond? sur les droits de lâ??homme et le droit international.

Comment s'attendre à ce que ce même monde s'oppose à l'opération ethnique en cours en cette troisième décennie du XXI^e siècle ?

II. Le monde a déjà accepté un nettoyage ethnique à petit feu

Il ne s'agit pas d'une nouvelle vague de nettoyage ethnique en Cisjordanie, mais seulement d'une intensification du même processus qui se poursuit depuis 1967. La toute première chose qu'Israël a faite à Jérusalem-Est après l'avoir occupée cette année-là, a été de donner à tous les Palestiniens de la partie orientale de la ville, et avant l'arrivée du premier colon israélien, le statut de « résidents permanents ». D'un trait de plume, Israël, sous un gouvernement travailliste de « gauche », a transformé des milliers de familles qui vivaient à Jérusalem depuis des siècles en « étrangers » au regard de la loi israélienne. Au cours des cinquante-sept années d'occupation, Israël a privé les droits de résidence de 14 000 habitants de Jérusalem, coupant leur existence, et celle de leurs descendants, du présent et de l'avenir de la ville.

En 1979, le ministre israélien de l'agriculture de l'époque, Ariel Sharon, a rencontré le comité de colonisation de l'Organisation sioniste mondiale. Selon le compte rendu de la réunion, publié par le magazine +972 en 2022, Sharon a déclaré aux représentants du comité de colonisation que la création de « zones de tir » en Cisjordanie avait pour but de créer des « terres de réserve » pour l'expansion des colonies de peuplement. L'année suivante, Israël a déclaré les collines du sud de Hébron, y compris la communauté palestinienne de Masafer Yatta, « zone de tir ».

Masafer Yatta est l'une des nombreuses zones de tir créées par Israël en Cisjordanie au cours des cinq dernières décennies, ainsi que des « réserves naturelles ». Toutes ces zones ont été incluses dans la zone C des accords d'Oslo, qui représente 62 % de la Cisjordanie. Les Palestiniens ne sont pas autorisés à construire dans ces zones, à y recevoir des services ou à y jouir d'une quelconque autonomie. C'est également dans ces zones que les colonies se sont développées, découpant les terres palestiniennes et les zones urbaines en ghettos isolés.

Tout cela s'est passé sous les yeux de la communauté internationale, qui est restée inactive. Israël a été célébré comme une démocratie, une jeune nation, une star de l'Eurovision et un miracle de la modernité occidentale au cœur d'un Moyen-Orient arriéré. Pendant tout ce temps, il mettait progressivement en œuvre sa campagne de nettoyage ethnique.

III. Le génocide est la nouvelle norme

Le déplacement des Palestiniens était déjà normalisé à Gaza après le 7 octobre. Tout ce qui se passait en Cisjordanie semblait moins urgent en comparaison. En décembre 2023, des groupes de colons israéliens ont organisé une conférence à Jérusalem pour appeler à la réinstallation des Israéliens à Gaza. Itamar Ben-Gvir, ministre israélien de la Sécurité nationale et allié du Premier ministre Benjamin Netanyahu, a assisté à la conférence. L'action internationale a été anémique.

Au cours des deux derniers mois précédant la conclusion de l'accord de cessez-le-feu à Gaza, l'armée israélienne a pesé de tout son poids en faveur d'un plan élaboré par des généraux israéliens à la retraite visant à vider le nord de la bande de Gaza des Palestiniens par

le siège, la famine, la destruction des infrastructures civiles et les bombardements. Ce plan a été baptisé « le plan des généraux ».

Dans le même temps, des groupes de colons ont manifesté la barrière frontalière de Gaza pour demander l'autorisation d'entrer et de se réinstaller. Aucune pression réelle n'a été exercée sur Israël pour qu'il mette un terme au plan des généraux, et l'administration Biden a continué à soutenir Israël pendant toute la durée de l'opération. La seule raison pour laquelle le plan a échoué est qu'après le cessez-le-feu, les Palestiniens qui avaient été chassés du nord de Gaza sont revenus dans une marche historique et ont insisté pour rester vivre au milieu des décombres de leurs maisons détruites. Ils ont envoyé un message spontané et puissant au monde entier : rien dans le projet israélien d'immigration volontaire n'est en réalité volontaire.

Lorsque le président américain a approuvé le déplacement massif des Palestiniens de Gaza, il a rendu impossible toute affirmation selon laquelle le déplacement était le résultat de « dommages collatéraux » ou un sous-produit de la guerre, comme le prétendait Israël à propos du nettoyage ethnique de 1948. Le projet de nettoyage ethnique est officiellement devenu un projet américain et, par extension, un projet occidental. Les États arabes, en particulier l'Égypte et la Jordanie, ne voulaient pas être associés à un tel crime et savaient trop bien qu'un nouvel afflux de réfugiés palestiniens dans leurs pays les déstabiliserait d'une manière qu'ils ne pourraient pas contrôler.

IV. La moitié des dirigeants politiques palestiniens dépendent d'un monde qui ne se soucie pas d'eux

Les dirigeants palestiniens à l'OLP et à l'Autorité palestinienne ont placé toute leur confiance dans la communauté internationale, le système juridique international et la bonne volonté de l'Occident pour mettre en œuvre la solution à deux États. Ils espéraient qu'à un moment donné, le monde mettrait une limite aux pratiques d'Israël. Les dirigeants palestiniens ont renoncé à tous leurs moyens de pression pour être acceptés par les bailleurs de fonds internationaux, dont dépend désormais toute leur existence politique. Le seul moyen qui leur reste pour faire face à la réalité actuelle est de lancer des avertissements désespérés, des condamnations et des rappels des accords signés, avec des appels timides à l'universalité des principes des droits de l'homme.

L'ordre libéral est indifférent, mais un autre monde est en train de naître

L'ordre libéral de l'après-Seconde Guerre mondiale est devenu incapable de prévenir les génocides et les nettoyages ethniques, en particulier lorsqu'ils sont pratiqués par l'Occident. Cependant, à mesure que les gens prennent conscience de l'indifférence de ce monde, un nouveau monde est en train de naître.

Pendant longtemps, ce monde a ignoré la nature du projet de colonisation d'Israël, l'opinion publique internationale se tenant à l'écart de la réalité imposée au peuple palestinien. Toute une génération a grandi dans ce monde post-Nakba, sans connaître grand-chose de lui, ni de la Palestine. Après tout, lui aussi leur avait été vendu sur la base des valeurs universelles de l'ordre mondial libéral.

Mais le génocide de Gaza a tout changé, brisant le mur de lâ??obscurantisme et râ??vâ??lant quâ??Israël est un État paria.

La plupart des râ??alitâ??s dâ??crites ci-dessus peuvent sembler familiâ??res aux lecteurs et lectrices dâ??aujourdâ??hui. Elles ne lâ??â??taient pas il y a vingt ans. Tout comme les expulsions massives de Jâ??nine, Tulkarem, Jabalia et Beit Hanoun â??taient inimaginables avant octobre 2023, la râ??action mondiale des gens ordinaires sâ??est avâ??râ??e sans prâ??câ??dent. Lâ??ignorance mondiale a â??tâ?? un â??iâ??ment clâ?? de lâ??impunitâ?? dâ??Israël, mais cette impunitâ?? est aujourdâ??hui remise en question.

Câ??est pourquoi le retour de bâ??ton contre lâ??activisme palestinien a â??tâ?? aussi draconien et brutal : de lâ??ordre de dâ??portation de Mahmoud Khalil â?? lâ??assaut fâ??dâ??ral contre les â??tablissements dâ??enseignement supâ??rieur qui se plient dâ??jâ?? en quatre pour amadouer lâ??administration Trump.

Mais câ??est une cause vouâ??e â?? lâ??â??chec : lorsque la connaissance existe, il est impossible de revenir â?? lâ??ignorance. Le monde en sait dâ??jâ?? trop et aucune politique râ??pressive ne saurait inverser la tendance. Cela ne veut pas dire que cela conduira â?? la victoire du monde nouveau qui est en train de naître, emmenâ?? par des personnes de conscience â?? mais câ??est en elles que nous devons placer notre espoir. Lâ??avenir doit leur appartenir.

Qassam Muaddi est journaliste pour Mondoweiss

Traduction: JC pour lâ??Agence Mâ??dia Palestine

Source: [Mondoweiss](#)

date crâ??e
2025/03/31